



BRÈVES ÉCONOMIQUES BALKANS OCCIDENTAUX

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE BELGRADE

28 avril 2023

LE CHIFFRE À RETENIR

DE -0,2 A -3,7 %

Impact du MACF de l'UE sur la croissance des Balkans occidentaux d'ici 2035

Région

Impact du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) de l'UE sur les Balkans occidentaux selon la Banque mondiale.

Selon l'analyse de la Banque mondiale, 4 % des exportations (de 1 à 10 % à l'échelle des pays) des Balkans occidentaux devraient être concernées par l'application à venir du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) de l'UE, alors que cette dernière représente le principal partenaire commercial de la zone. L'exposition de la région au MACF est donc importante en même temps que l'intensité carbone de la production de la région est 10 fois supérieure à la moyenne des 27. Malgré cette forte vulnérabilité, l'impact macroéconomique du MACF d'ici 2035 sur les Balkans occidentaux devrait rester faible selon la Banque mondiale (de -0,2 % pour la Serbie à -3,7 % pour la Bosnie-Herzégovine), qui anticipe une adaptation rapide des pays en réaffectant leurs capacités de production à d'autres produits, moins intensifs en carbone. Néanmoins, l'institution précise que

des politiques nationales seront nécessaires, notamment pour accroître les investissements dans l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables nécessaires au verdissement du mix énergétique. La Banque mondiale indique également que les pays de la zone pourraient réduire leur exposition au MACF en introduisant une tarification carbone au niveau national et en alignant la réglementation et les structures de marché de l'énergie sur celles de l'UE.

Aperçu des résultats de modélisation sélectionnés par la Banque mondiale des impacts du MACF

	Impact sur le PIB	Revenus annuels totaux estimés de CBAM
Albanie	Jusqu'à -1,3 % [2]	Supérieur à 10 MUSD [2]
Bosnie-Herzégovine	Jusqu'à -3,7 % [2]	100 MUSD [2] 220 MEUR [3]
Kosovo	-0,25	
Macédoine du Nord	Jusqu'à -1,8 % [2]	10 MEUR [3]
Monténégro	Jusqu'à -2,6 % [2]	60 MUSD [2] 125 MEUR [3]
Serbie	-0,2 [1] Jusqu'à -4,0 % [2]	230 MEUR [1] 150 MUSD [2] 180 MEUR [3]

Sources : [1] Banque Mondiale ; [2] AFD ; [3] Bankwatch.
Note : Les études sur les impacts du MACF n'ont qu'une comparabilité limitée en raison d'un certain nombre de facteurs qui ont un impact sur les résultats, notamment le choix du modèle, l'horizon temporel de l'analyse, les hypothèses sur le niveau des prix et l'évolution de la couverture du MACF.

Quel impact d'une plus grande intégration régionale pour les Balkans occidentaux ?

Selon une étude de la Banque mondiale (Gomez, Taglioni and Zarate 2023), une réduction de trois heures du temps d'attente à la frontière reviendrait à réduire les tarifs ad valorem d'environ 2 % dans tous les pays des Balkans occidentaux tandis que la mise en œuvre des réformes coordonnées de facilitation des échanges entre les pays peut générer jusqu'à 8 % de gains supplémentaires, ce qui équivaut à 3 % du PIB/habitant dans certains cas. L'étude montre également que l'amélioration des infrastructures, en particulier des routes, a augmenté le revenu réel d'environ 5 %, avec le potentiel de 7 % supplémentaires en cas d'adhésion à l'UE. Par conséquent, l'initiative du marché régional commun, qui couvre les quatre libertés (marchandises, personnes, capitaux et services) et qui représente une étape essentielle vers l'intégration européenne, peut générer des avantages significatifs pour l'ensemble des Balkans occidentaux en accélérant leur croissance économique.

Agriculture

Accord de Bruxelles pour un nouveau prolongement de la mise en œuvre des fonds de pré-adhésion pour le développement rural (IPARD II)

Le commissaire européen à l'agriculture, a finalement accepté la demande des 4 ministres de la zone (Serbie, Albanie, Macédoine du Nord et Monténégro), formulée le 30 mars dernier, d'une ultime prolongation de mise en œuvre des programmes IPARD, jusque fin 2024, soit 4 années de plus que la période de mise en œuvre initialement prévue (2014-2020). L'accord est assorti de conditions en cours de négociation par chacun des pays. Pour la Serbie, en dernière place en matière de décaissement et à l'origine, avec le Monténégro, de l'initiative, les conditions porteraient sur la levée des restrictions au commerce sur les produits laitiers introduites

début mars jusqu'en juin 2023. La Serbie espère que cette année supplémentaire permette d'éviter des remontées de crédits importantes, néfastes en terme d'image alors que l'IPARD III doit débuter avec des enveloppes prévues supérieures. La Serbie n'a pour l'instant mis en œuvre qu'un quart des 175 MEUR, et 16 MEUR de crédits sont d'ores et déjà perdus. Selon certains experts, cette nouvelle extension ne changera rien, car le problème principal viendrait de mesures concurrentes à celle de l'IPARD (investissement) mises en œuvre par le gouvernement serbe avec des fonds provenant d'un emprunt réalisé à la Banque mondiale.

Albanie

Appréciation du LEK albanais par rapport à l'euro

Selon le [taux de change officiel de la Banque centrale](#), le LEK albanais s'est apprécié par rapport à l'euro en s'établissant à 114,35 LEK pour 1 EUR en moyenne en mars 2023 contre 122,96 LEK pour 1 EUR un an auparavant. Cette appréciation pénalise les entreprises exportatrices alors que plus de 56 % des exportations du pays sont à destination de la zone euro.

La BERD appuie le développement de l'énergie solaire en Albanie

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) [a annoncé prêter 29 MEUR à un véhicule spécial albanais](#), détenu par la société française Voltalia, pour développer la centrale solaire Karavasta (140 MW). Le coût total de la centrale (135 MEUR) sera cofinancé par la société financière internationale, Intesa Sanpaolo Bank Albania, Privredna Banka Zagreb et par les ressources propres de Voltalia. La BERD a, à ce jour, investi plus de 1,9 Mds EUR dans 137 projets à travers le pays et [soutient actuellement une vente aux enchères d'énergie solaire photovoltaïque de 300 MW](#) prévue en juin.

Bosnie-Herzégovine

Appel d'offres pour la construction d'un tronçon du corridor Vc

La compagnie routière publique de Bosnie-Herzégovine, [Autoceste FBiH](#), a lancé un appel d'offres pour la construction du tronçon de 12 km Ozimice-Poprikuse du corridor de transport paneuropéen Vc. La construction du tronçon, dont le coût est estimé à 300 MEUR, comporterait neuf ponts et cinq tunnels. Le projet sera financé par un prêt de la BEI assorti d'une subvention du CIBO. Pour mémoire, le corridor Vc relie le port de Ploce en Croatie à Budapest en Hongrie via la Bosnie.

Kosovo

Conclusion d'un accord de confirmation (SBA) et d'une facilité de résilience et de durabilité (RSF) avec le FMI

Selon [le communiqué du FMI datant du 20 avril](#), les services du FMI et les autorités kosovares ont conclu un accord de confirmation (SBA) de 100 MEUR sur deux ans assortis de 80 MEUR au titre d'une facilité de résilience et de durabilité (RSF). Le premier instrument, établi à titre de précaution, fournirait des liquidités dans le cas où les risques baissiers qui pèsent sur l'économie se matérialiseraient, tandis que le second fournira un financement abordable pour soutenir les efforts d'atténuation et d'adaptation au changement climatique du Kosovo et devrait catalyser d'autres financements climatiques. La RSF du Kosovo est la première en Europe. L'accord est soumis à l'approbation de la direction du FMI et du Conseil d'administration, attendue fin mai.

Le Parlement européen a approuvé la libéralisation des visas

Le 18 avril, le [parlement européen](#) a approuvé la libéralisation des visas pour les citoyens du Kosovo, qui seront autorisés à se rendre dans l'UE sans visa pour les périodes de 90 à 180 jours. L'exemption de visa devrait être en place d'ici 2024 au plus tard, lorsque le système européen d'information et d'autorisation de voyage (ETIAS) deviendra pleinement opérationnel. Après l'entrée en vigueur de la loi, l'ensemble de la région des Balkans occidentaux disposera d'un cadre de visa identique pour l'espace Schengen.

Macédoine du Nord

Accélération de la hausse de la production d'électricité.

La production brute d'électricité a augmenté de [+48,3 % en g.a. en février](#), après [+23,3 % en janvier](#), pour atteindre 697 636 MWh. Sur la période, la production a couvert 100 % de la consommation nationale, les importations ont ainsi diminué de -75,8 % en g.a. (à 66 692 MWh) tandis que les exportations ont augmenté de plus de +800 % (à 113 188 MWh). Les centrales thermiques représentaient sur ce mois 56,4 % de la production (393 242 MWh ; +55,0 % en g.a.), les centrales hydroélectriques 22,4 % (156 466 MWh ; +162,7 % en g.a.), les centrales de cogénération 18 % (125 587 MWh ; -11,4 %) tandis que l'énergie solaire, éolienne et le biogaz représentaient 3,1 % (22 341 MWh ; +45,1 % en g.a.) du total.

La société Taïwanaise Yageo va réaliser un important investissement Greenfield en Macédoine du Nord

Le producteur taïwanais de composants électriques Yageo a signé le 18 avril, à Taïpei, un accord avec la Direction des zones de développement techno-industriel (TIRZ) de Macédoine du Nord, pour investir 205 MEUR en zone franche, où il prévoit de créer 3 900 emplois au cours des dix prochaines années. Yageo prévoit de produire des pièces détachées, des composants pour véhicules électriques, ainsi que des équipements sophistiqués destinés aux technologies vertes, ainsi que de mener des projets de développement et de recherche en coopération avec les universités macédoniennes. Cet investissement illustre l'intérêt des sociétés étrangères pour le secteur automobile de la Macédoine Nord, où elles ont déjà investi 755 MEUR.

Monténégro

Les opérations bancaires évoluent positivement

Selon les données de [la Banque centrale du Monténégro](#) les indices d'opérations bancaires ont enregistré des tendances positives. Ainsi, par rapport à mars 2022, les actifs des banques en mars 2023 ont augmenté de +18,5 % en g.a. et les dépôts de +21,2 % (les dépôts des entreprises de + 33,1 % et des ménages de + 14,2 %).

Serbie

Emission de 241,3 MEUR d'obligations du Trésor

L'administration de la dette publique serbe a annoncé le 25 avril [l'émission d'obligations du trésor](#) d'une maturité de 2 ans (jusqu'au mois de janvier 2025) pour financer le déficit budgétaire. Le taux de rendement annuel s'élève à 5,48 % et le taux de coupon à 5 %.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional des Balkans occidentaux

Rédacteurs : Pierre GRANDJOUAN, Céline HÉRICHER, Branka MARKOVIC, Aleksandar KECKAROVSKI, Alexandre MARTINEZ, Julie BOUVRY

Pour s'abonner : [Cliquez ici](#)

Retrouver l'ensemble de nos publications sur : www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/pays/RS